

[Pour télécharger les Actu Défense du ministère des Armées, cliquez ici](#)



ACTU DÉFENSE

Synthèse de l'actualité hebdomadaire du ministère des Armées

1^{er} octobre 2020

Présentation du projet de loi de finances 2021

Le 30 septembre, Geneviève Darrieussecq, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées a présenté lors d'une conférence de presse le Projet de loi de finances (PLF) 2021. Elle a également évoqué les grands axes de la mission « anciens combattants » pour 2021. L'armée de Terre, la Marine nationale, l'armée de l'Air et de l'Espace ainsi que la Direction générale de l'armement (DGA) ont ensuite fait un point de situation sur les livraisons et les commandes en cours dans le cadre de la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025.

La ministre déléguée a souligné l'importance de la mission « anciens combattants mémoires et liens avec la Nation » dont le budget s'élève à deux milliards d'euros. Celui-ci couvre trois politiques publiques majeures : le soutien au monde combattant, les actions en faveur de la mémoire combattante et celles au profit de la jeunesse et du lien entre la Nation et son armée.

Les crédits les plus importants de ce budget sont destinés aux mesures de reconnaissance et de réparation en faveur du monde combattant : 851 millions d'euros sont dévolus aux pensions militaires d'invalidité et 645 millions au titre de la retraite. La prise en charge de soins médicaux, les bonifications de rentes ainsi que diverses aides sociales sont également affiliés à ces crédits. Cet effort budgétaire s'inscrit dans la continuité des mesures prises en faveur du soutien des anciens combattants comme la décision d'accorder la carte à ceux ayant été déployés en Algérie entre 1962 et 1964.



La deuxième action sociale évoquée par la ministre est le soutien à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC-VG) et à l'Institut national des Invalides (INI). Pour le premier, la subvention dans le budget 2021 s'élève à 56 millions d'euros et permet notamment d'alimenter le fonds social visant à soutenir les conjoints des anciens combattants et des veufs en difficulté, les pupilles de la Nation et les victimes d'acte de terrorisme. La subvention au profit de l'INI s'élève quant à elle à plus de 12 millions d'euros. Elle contribue à son budget de fonctionnement et au soutien des projets de rénovation d'investissements immobiliers. Geneviève Darrieussecq a par ailleurs souligné le rôle fondamental de ces deux institutions dans le parcours et le suivi des blessés.

Concernant le montant alloué en 2021 à la mémoire, Geneviève Darrieussecq a annoncé une augmentation de 60 %. Ces crédits permettront « d'entretenir les hauts lieux de mémoire qui sont des vecteurs de transmission mémorielle et des valeurs républicaines » et de soutenir le « tourisme mémoriel et les collectivités qui ont des projets importants pour la mémoire combattante ».

Enfin, concernant la jeunesse et le lien armées-Nation, la ministre a annoncé l'accroissement du budget de fonctionnement alloué à la Direction du service national et de la jeunesse (DSNJ) pour l'organisation des Journées défense et citoyenneté (JDC) et du Service militaire volontaire (SMV).

Le PLF 2021 dans les armées et directions

○ La modernisation capacitaire de l'armée de Terre

Le colonel Tony Maffei, chef du Bureau programmes et systèmes d'armes (BPSA), auprès de l'état-major de l'armée de Terre, a présenté plusieurs opérations d'armement emblématiques. Concernant le programme Scorpion, il a évoqué la livraison récente de la version initiale du Système d'information du combat Scorpion (SICS). Les premiers tests révèlent déjà « *la rapidité de diffusion des ordres tactiques et le bénéfice d'une situation amie partagée en instantané par tous.* » Il a également évoqué le renouvellement des équipements du combattant (jumelles de vision nocturne O-NYX, treillis F3 etc.), ainsi que la montée en puissance du segment drone avec le Système de mini-drones de renseignement (SMDR) et le drone de poche. La Station de traitement de l'eau mobile (STEM), a quant à elle été déployée dans le cadre de l'opération Amitié. Enfin, le cas du véhicule tactique VT4 illustre bien la nécessité des équipements prévus par la LPM : son rythme de livraison a été accéléré pour équiper le régiment médical déployé dans le cadre de l'opération Résilience.

○ Le renouvellement des capacités de la Marine nationale

Le capitaine de vaisseau Emmanuel Slaars, officier état-major plans-programmes auprès de l'état-major de la Marine, a ensuite présenté les livraisons prévues en 2020, soulignant l'effort consenti au profit des « *capacités aéronautiques de combat, des capacités de communication satellitaire et des munitions complexes.* » Le commandant a mentionné : la livraison récente d'un Atlantique 2 et la prévision d'une seconde livraison d'ici la fin de l'année ; l'amélioration des capacités des deux Avions de surveillance et d'intervention maritime (AVSIMAR) ; la réception d'un *pod* de désignation laser Talios de nouvelle génération pour les Rafale ; le passage de dix de ces derniers au standard F3R ou encore la réception des stations navales de communication satellitaire.

Dans le domaine des munitions, les capacités en matière de défense aérienne depuis la mer et de protection de nos unités poursuivent leur progression avec la livraison d'un lot de missiles Aster et d'un lot de torpilles lourdes pour sous-marins appelées Artemis. De nouveaux missiles de croisière navale et de croisière Scalp rénovés ont également été livrés, permettant à la Marine nationale de rester un modèle d'armée complet et équilibré.

○ Le renforcement des capacités de l'armée de l'Air et de l'Espace

Le général de division aérienne Frédéric Parisot, Sous-chef préparation de l'avenir (SPCA), au sein de l'état-major de l'armée de l'Air et de l'Espace, a également mentionné la livraison de trois *pod* Thalios, qui seront déployés prochainement au sein de l'opération Chammal. Ils permettent de passer dans une « *nouvelle catégorie en termes de capacité à identifier les cibles et à appréhender la situation tactique au sol.* »

Le général a également évoqué la livraison du dernier des quatre avions C-130J qui rejoindront l'escadron franco-allemand basé à Evreux à l'été 2021. Il a par ailleurs salué la réception, en avril dernier, du 17^e A400M ainsi que du 3^e avion MRTT, dont la polyvalence s'est illustrée pendant l'opération Résilience. Dans le cadre du plan de soutien aéronautique, l'armée de l'Air et de l'Espace va percevoir d'ici la fin de l'année deux A330 en remplacement des actuels A340 qui sont en dotation.

Enfin, concernant les systèmes de commandement, de contrôle et d'information opérationnels, la modernisation de la couverture radar de l'espace aérien se poursuit, grâce au programme Système de commandement et de conduite des opérations aérospatiales (SCOOA). Par ailleurs, la livraison cet été du premier Avion léger de surveillance et de reconnaissance (ALSR) et la programmation d'une seconde livraison d'ici la fin de l'année permettront de renforcer la capacité de renseignement.

○ La maîtrise d'ouvrage de la Direction générale de l'armement (DGA)

L'ingénieur général de l'armement de 1^{re} classe Marc Howyan, directeur adjoint des opérations de la DGA a souligné que l'impact de la pandémie avait été en grande partie absorbé et que les livraisons 2021 rattraperont les derniers retards.

Concernant les livraisons, 400 véhicules légers VLTP, une centaine de véhicules Griffon, le premier Sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de classe Barracuda, un Chaland multi-missions (CMM), les deux premiers pousseurs de classe Seaton, le quatrième et dernier drone Reaper sont, entre autres, prévus d'ici la fin de l'année.

Pour les commandes, l'ingénieur général a mentionné celle de 12 000 fusil HK 416, les bâtiments liés au programme de Système de lutte anti-mines du futur (SLAMF), l'Eurodrone, la commande du troisième ALSR, sept Avions de surveillance et d'intervention maritimes (AVSIMAR), la rénovation des radars SATAM ou encore la commande de trois Avions de surveillance (AV) Hawk-Eye E2D.

Le PLF 2021
Le dossier dédié au PLF 2021
Les réalisations de la LPM



AGENDAS MINISTÉRIELS

Déplacement dans les pays baltes

Entre le 28 et le 30 septembre, Florence Parly a accompagné Emmanuel Macron, président de la République, lors d'un déplacement dans les pays baltes.

À cette occasion, la ministre a rencontré ses homologues lituanien et letton, Raimundas Karoblis et Artis Pabriks.

Lors de leur visite au contingent français de l'*enhanced Forward Presence* (eFP) de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), le président de la République a prononcé un discours dans lequel il a souligné que cette présence illustre « *l'engagement de la France pour la sécurité des Européens.* »

Ces militaires français sont déployés à Rukla, en Lituanie depuis juillet et ils y resteront jusqu'en décembre prochain. Depuis mars 2017, la France déploie des militaires alternativement en Estonie et en Lituanie pour réassurer les pays Baltes, participer à la sécurité collective et s'entraîner avec les Alliés de l'OTAN. Cette mission est appelée Lynx.



Dévoilement de la stratégie énergétique de défense

Vendredi 25 septembre, la ministre s'est rendue au Centre de soutien logistique du Service des essences des armées (SEA) à Montereau, en Seine-et-Marne (77), pour dévoiler la stratégie énergétique de défense. Celle-ci fait suite au rapport du groupe de travail ministériel « énergie » lancé en septembre 2019 afin de répondre aux nouveaux enjeux du domaine.

Cette stratégie a pour objectif de faire de la transition énergétique un atout opérationnel pour les armées. Le ministère s'engage ainsi à consommer sûr, mieux et moins pour conserver l'autonomie dont il a besoin et accroître son efficacité. Dans son discours, la ministre a souligné que cette stratégie de long terme permettrait peu à peu de « réduire notre dépendance aux carburants fossiles » ajoutant que c'est « une stratégie qui garantit la résilience de nos approvisionnements énergétiques, qui renforce notre souveraineté, soutient notre liberté d'action et qui répond aussi aux préoccupations des Français. »

L'ambition est de s'adapter à la transition énergétique en intégrant les nouvelles technologies de l'énergie et les carburants de rupture. La maîtrise des consommations permettra au ministère de réduire son empreinte environnementale.

Cette optimisation se fera notamment en développant une culture de la sobriété énergétique et en intégrant des exigences d'écoconception et d'efficacité énergétique aux programmes d'armement.

Pour symboliser cette stratégie, le SEA devient le Service de l'énergie opérationnelle (SEO). Il œuvrera aux côtés de la nouvelle division dédiée à l'énergie au sein de l'État-major des armées (EMA). Une gouvernance robuste et spécifique sera mise en œuvre pour accroître la coordination et répondre de manière transverse aux nombreux enjeux du domaine énergétique. Le Service d'infrastructure de la défense (SID) est également pleinement mobilisé dans cette nouvelle dynamique.

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE DE DÉFENSE

Rapport du groupe de travail énergie
2020

Ministère des Armées

[Le communiqué de presse](#)

[Le discours de la ministre](#)

[Le rapport du GT Energie](#)

[Lien vers le dossier de presse](#)

[Les dix points clés de la stratégie énergétique](#)

[JDEF : Environnement quand le kaki vire au vert](#)

Déplacement de Geneviève Darrieussecq à Metz et Nancy

Jeudi 1^{er} octobre, Geneviève Darrieussecq s'est rendue à Metz puis à Nancy, dans le cadre de deux visites officielles sur le thème de la mixité professionnelle et du développement durable dans les armées.



Le déplacement à Metz, en Moselle (57), s'effectuait dans le cadre de l'ouverture du séminaire « mixité-égalité professionnelle » au sein du Commissariat des armées. La promotion de ces valeurs au sein des armées est l'une des priorités concrétisées par la mise en œuvre du plan mixité dévoilé en mars 2019 et par le lancement du réseau des référents « mixité – égalité professionnelle » en janvier 2020. À l'occasion du séminaire, la ministre déléguée a rencontré des référents pour échanger avec eux sur les problématiques au quotidien.

La ministre déléguée s'est ensuite rendue au Groupement de soutien de la base de défense (GSBdD) de Nancy, en Meurthe-et-Moselle (54), à l'occasion de la semaine du développement durable. Dans le cadre de celle-ci, le ministère a mis à l'honneur les initiatives locales et innovantes qui permettent de promouvoir activement le développement durable. Une quinzaine d'initiatives et solutions ont à ce titre été présentées à Geneviève Darrieussecq. Elles portaient notamment sur les thématiques de la mobilité verte, l'alimentation, le recyclage et la valorisation des déchets, l'éco-éducation et l'innovation.

[Lien vers la note aux rédactions](#)

Journée nationale d'hommage aux harkis et autres formations supplétives

Vendredi 25 septembre, Geneviève Darrieussecq a présidé la cérémonie nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives.

La cérémonie s'est tenue dans la matinée, dans la cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides à Paris, en présence du gouverneur militaire de Paris, le général de corps d'armée Christophe Abad. Dans son allocution, la ministre déléguée a rappelé que « *l'État a mis en place des dispositifs spécifiques qu'il continue à renforcer et poursuit résolument le travail de mémoire* ». À ce titre, elle a mentionné la montée en puissance du dispositif d'aide et de solidarité à destination des enfants d'anciens harkis créé en 2019 à la demande du président de la République.

En ce qui concerne l'aspect mémoriel, l'exposition sur l'engagement militaire des harkis, créé au fort de Vincennes, sera itinérante et rayonnera sur l'ensemble du territoire pendant la fin de l'année 2020 et durant toute l'année 2021. La ministre a également rappelé l'objectif partagé avec l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC-VG) de « *favoriser les rencontres entre des témoins et des jeunes [...] en racontant, en témoignant, en expliquant. Chaque ancien supplétif et chaque enfant d'ancien harki peut faire vivre cette mémoire.* »

Elle a ensuite remis deux médailles militaires :

- à monsieur Benzaïa, ayant servi au sein de la harka 702 du 2^e escadron du 12^e régiment de chasseurs d'Afrique ;
- au major Mohamed Benazzedine, gendarme et fils d'un ancien harki.

Pour rappel, la journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives a été instituée en reconnaissance des sacrifices consentis du fait de leur engagement au service de la France lors de la guerre d'Algérie. Depuis sa création en 2003, cette commémoration donne lieu chaque année, à l'organisation d'une cérémonie à Paris comme dans chaque département.



[Lien vers le discours](#)

ÉVÈNEMENTS À VENIR

- **Jusqu'à l'été 2021** : exposition [« Espions »](#) à la cité des Sciences et de l'industrie à Paris.
- **Du 4 au 15 octobre 2020** : exercice *Joint Warrior 20.2*.
- **Du 29 septembre au 4 octobre 2020** : festival [« War on screen »](#) à Châlons-en-Champagne.
- **Du 25 septembre au 9 octobre 2020** : entraînement *Dynamic Mariner 20*.
- **Du 21 septembre au 9 octobre 2020** : exercice *VOLFA*.
- **Du 19 septembre 2020 au 3 janvier 2021** : exposition [« Invalides : mémoires de guerre »](#), au musée de l'Armée à Paris.
- **Du 17 septembre 2020 au 10 janvier 2021** : exposition [« Comme en 40... »](#), au musée de l'Armée à Paris.
- **Du 7 septembre au 23 décembre 2020** : exposition [« Obéir, désobéir, commander : De Gaulle, une carrière militaire \(1910-1952\) »](#), au Service historique de la défense (SHD) au Château de Vincennes.

ACTUALITÉS DE LA DÉFENSE

MINISTÈRE

Conférence de presse du directeur des ressources humaines du ministère des Armées

Mardi 29 septembre, le Vice-amiral d'escadre (VAE) Hello, directeur des ressources humaines du ministère des Armées a présenté lors d'une conférence de presse à Balard les enjeux et défis du ministère en matière de ressources humaines.



En introduction, l'amiral a évoqué les conséquences de la crise sanitaire sur la gestion des ressources humaines du ministère. Il a exposé les défis liés aux « flux très importants de personnels en entrée et en sortie, de l'ordre de 26 000 à 27 000 tous les ans » ainsi que la nécessité d'adaptation des offres de formation dans un format à distance. Il a également souligné que « de nombreuses fonctions ont dû être assurées en présentiel, faute de dématérialisation [...] mais aussi parce qu'il y a des applicatifs que l'on ne peut pas utiliser à distance sur les systèmes d'information pour des raisons de sécurité ».

Fonctionnement de la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense (DRHMD)

La DRHMD est composée de 4 000 agents dont 10 % seulement sont en échelon central. Le reste est divisé entre quatre opérateurs de soutien en charge :

- de la gestion des civils ;
- de l'action sociale ;
- de la transition professionnelle ;
- des pensions.

À cela s'ajoutent des fonctions de conception des politiques ministérielles liées aux ressources humaines qui prennent en compte les besoins de l'ensemble des armées, directions et services sur lesquelles la DRHMD exerce une autorité fonctionnelle. Elle supervise ainsi l'ensemble des décisions qui ont trait au recrutement ou au pilotage des flux ainsi qu'au budget lié à la masse salariale qui s'élève à 12,6 milliards d'euros.

Enfin, trois établissements sont sous sa tutelle :

- la Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS) ;
- l'Institut de gestion sociale des armées (IGESA) ;
- l'Institut national des Invalides (INI).

Les défis de la DRHMD

○ Le recrutement des civils

Le premier défi est celui du recrutement des personnels civils dont le vivier est aujourd'hui constitué de 62 000 agents. L'amiral a rappelé que le ministère serait en 2021 le premier recruteur de France avec 26 700 entrées, dont 5 000 personnels civils allant du « titulaire d'un CAP à un post-doctorant ». Ces embauches concernent en priorité les domaines en tension tels que les métiers liés aux systèmes d'informations et de communication ainsi que les structures de renseignement. L'amiral a ensuite précisé que « dans la loi de programmation militaire, 33 % des créations d'emplois seront dévolus aux civils », ce qui est plus que le taux actuel. Ce nouvel effort est accompagné par une digitalisation des processus de recrutement qui permet d'en suivre l'avancée au fur et à mesure.

En ce qui concerne la crise sanitaire, la DRHMD s'est adaptée, en gardant le contact avec les personnes à recruter, en décalant les concours et en prenant des mesures de simplification des épreuves. Ainsi, l'amiral s'est dit « confiant sur la dynamique de recrutements de cette année, qui devrait être presque aussi satisfaisante qu'en 2019, [année où] nous avons fait le plein de nos effectifs pour la première fois depuis longtemps ».

Le recrutement des civils a également été dynamisé par la réévaluation du nombre de contrats d'apprentissage porté à 2 000 pour l'année 2020, soit une augmentation de 25 %. Par ailleurs, plus de 13 000 stages scolaires ou universitaires sont également proposés chaque année.

○ La formation

L'amiral Hello a poursuivi en soulignant que la performance de l'« escalier social » au sein du ministère reposait avant tout sur la formation. Chaque année, de nombreuses actions sont mises en place : plus de 50 000 pour les militaires et plus de 45 000 pour les civils, avec par exemple 3 300 actions d'aide à la préparation des concours et des examens professionnels. La crise de la COVID-19 a peu impacté le calendrier mais a provoqué une accélération de la numérisation des formations du ministère, élargissant le recours aux enseignements à distance.

Le DRHMD a également salué la signature récente d'un accord-cadre interministériel qui a permis la création d'un catalogue de 700 offres de formation dans le domaine du numérique, qui vont de l'enseignement de base aux formations les plus abouties. Ce projet va bénéficier à neuf ministères et à plus de 50 établissements publics. Il s'inscrit dans la continuité de la création de l'Académie du numérique au centre de formation de Bourges et de l'inauguration, l'année dernière, du centre d'excellence informatique à Fontenay-le-Comte (85).

○ La politique sociale du ministère

Dans le cadre du Plan famille présenté par la ministre en 2017, plusieurs actions sociales ont été mises en place par la DRHMD. L'amiral Hello a dans un premier temps souligné le caractère unique du réseau composé de 700 assistants de services sociaux, qui délivre différentes prestations sociales, notamment des solutions de garde d'enfants. Il permet plus généralement l'accompagnement des familles, comme la fourniture de services lorsque celles-ci sont « *frappées par le deuil, la maladie, des blessures ou des tués en opérations extérieures.* »

Le DRHMD a ensuite mentionné l'élargissement du réseau national de Défense mobilité aux conjoints des ressortissants du ministère, en complément des civils et des militaires. Grâce à ce dispositif, près de 60 % des conjoints sont reclassés dans l'année. En 2019, cela représentait 1 500 personnes.

En matière d'hébergement, l'amiral a souligné la volonté de remettre « *les familles dans les garnisons* », leur permettant ainsi de profiter des centres de loisirs, des mess et des clubs sportifs qui sont dans les unités. La DRHMD s'attache également à améliorer les conditions de mutation, avec notamment l'accroissement du préavis de mutation à cinq mois et des facilités d'accession à la propriété, *via* des prêts de l'IGESA.

[Plus d'informations sur la DRHMD](#)

Intervention de la Police du ciel de l'armée de l'Air et de l'Espace

Mercredi 30 septembre, dans le cadre du dispositif permanent de sûreté aérienne, un Rafale de la base aérienne 113 de Saint-Dizier (52) a décollé sur alerte afin d'intercepter un aéronef de type Falcon 50, en perte de contact radio. Au cours de cette interception, le contact a été rétabli.

C'est alors qu'un autre aéronef, un avion de ligne civil de type Embraer ERJ 145, effectuant un vol entre Brive et Saint-Brieuc, a également fait l'objet d'une perte de contact radio. À 11h52, compte tenu de sa proximité avec la métropole parisienne, le Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA) a immédiatement donné l'ordre au pilote du Rafale de changer de mission en vol et d'intercepter ce deuxième avion, en vitesse supersonique, dans l'ouest parisien.



Bien qu'étant à plus de 10 000 mètres d'altitude, les conditions atmosphériques ont fait que le « bang » supersonique a été fortement ressenti en agglomération parisienne.

Le contact radio a finalement été rétabli avec le contrôle aérien civil et les deux appareils ont pu rejoindre leur destination.

La mission de la police du ciel est assurée de manière permanente par l'armée de l'Air et de l'Espace afin de garantir la souveraineté du territoire et porter assistance à tout avion en difficulté. Le Rafale intervenant dans ce cadre avait décollé de la base aérienne de Saint-Dizier.

[Lien vers le communiqué de presse](#)

Journal de la défense (JDEF) : « Civils au cœur de la Défense »



Ils ne portent pas l'uniforme mais ils travaillent aux côtés des militaires. Les civils de la Défense représentent près d'un quart de la population du ministère des Armées. Quels sont leurs profils ? Pourquoi ont-ils choisi de rejoindre le ministère ? Ce nouveau numéro du Journal de la Défense vous fait rencontrer plusieurs de ces femmes et hommes, dotés d'une même passion et d'un même engagement.

1^{re} diffusion sur la chaîne LCP : dimanche 4 octobre à 19h30

SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES

Covid-19 : projection d'un détachement de soignants en Guadeloupe

À la demande du ministère des Solidarités et de la Santé et après une évaluation menée par le Service de santé des armées (SSA), une équipe de renfort militaire du SSA a été projetée, entre les 27 et 28 septembre, en Guadeloupe pour soutenir le département dans la gestion de la crise liée à la pandémie de la COVID-19.

L'équipe médicale composée de quatre médecins anesthésistes-réanimateurs, d'un cadre de santé, de 14 infirmiers (dont un infirmier hygiéniste), neuf aides-soignants et un kinésithérapeute s'est installée dans une aile du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Pointe-à-Pitre, avec du matériel médical d'appoint. Elle est également soutenue par un détachement du Régiment médical de l'armée de Terre (RMED).

Ce renfort militaire du SSA permettra *de facto* d'augmenter la capacité d'accueil en réanimation du CHU de Pointe-à-Pitre de huit places et de faire face à un afflux de patients touchés par des formes graves de la COVID-19.



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION

Une semaine de sensibilisation au développement durable au ministère des Armées

Du 21 au 25 septembre, le Secrétariat général pour l'administration (SGA) s'est mobilisé pour faire connaître les engagements environnementaux, sociaux et économiques du ministère des Armées en faveur du développement durable.

Tout au long de la semaine, des activités de sensibilisation ont été organisées, en présentiel ou en distanciel, dans de nombreuses bases militaires. À cette occasion, la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA), chargée de la politique de développement durable au sein du ministère, a présenté un exemple de préservation de la biodiversité sur les camps militaires : celui de Chambaran, site pilote du nouveau programme *LIFE NaturArmy* lancé en 2019. Ce programme a pour ambition de renforcer l'action du ministère en faveur de la biodiversité.

Le SGA a également mis en avant la responsabilité sociale d'un ministère qui, fort de 270 000 agents, s'engage pour l'égalité professionnelle, une bonne qualité de vie au travail, ainsi qu'à une plus grande cohésion et inclusion sociale, grâce notamment aux Plans handicap, mixité et égalité des chances. Cette démarche socialement responsable s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement durable.



La semaine s'est conclue le 25 septembre par la présentation de la stratégie énergétique de Défense par Florence Parly. Contributeur incontournable de cette stratégie, le Service d'infrastructure de la Défense (SID) en anime le volet « Énergie infrastructure » en faveur du développement durable du ministère. À la pointe de la prospective technologique pour des infrastructures militaires plus efficaces, résilientes et autonomes, le SID mettra toute son expertise au profit des armées dans les domaines des énergies renouvelables, de la maintenance prédictive, sur l'éco-camp et sur la base du futur.

ARMÉE DE TERRE

Inauguration du Centre d'initiation commando (CIC) du 1^{er} Régiment de tirailleurs (1^{er} RTir)

Le général de corps d'armée Vincent Guionie, commandant les forces terrestres, présidera le vendredi 2 octobre l'inauguration du CIC du 1^{er} RTir en présence du général de brigade Pierre-Yves Rondeau, commandant la 7^e Brigade blindée (7^e BB) et du général de brigade Cédric du Gardin, commandant de l'entraînement et des écoles de combat interarmes.

Ce nouveau CIC est implanté au fort des Adelphe à côté d'Epinal (88). Deuxième du genre en France, il permettra d'accueillir simultanément 250 militaires de différentes unités en France, dont les futurs sous-officiers en formation à l'École nationale des sous-officiers d'active (ENSOA). Descente en rappel, piste dans les douves du fort et différents font de ce centre, un lieu parfait pour une montée en puissance de l'aguerrissement du personnel de l'armée de Terre.

A ce titre, ce nouveau CIC correspond à la volonté du général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre. Le neuvième des douze projets majeurs de sa vision stratégique consiste en « *l'adaptation des capacités d'entraînement pour la haute intensité* ». C'est ainsi que le CIC d'Epinal s'attachera à promouvoir « l'esprit guerrier » au travers de formations aux techniques commandos, préalables incontournables aux exigences opérationnelles imposées par les conflits futurs.



ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

Le transport aérien militaire : une décennie de coopération européenne

Inauguré le 1^{er} septembre 2010, le Commandement européen du transport aérien, (EATC - *European Air Transport Command*) a soufflé ce mois-ci sa dixième bougie.



Qualifié de « *concept unique et innovant* » par son commandant de 2012 à 2014, le général Pascal Valentin, ce projet a été initié dès 1999 par la France et l'Allemagne pour répondre à leurs lacunes capacitaires en matière de transport aérien.

Basé à Eindhoven, aux Pays-Bas, l'EATC a aujourd'hui pour mission de coordonner et d'optimiser l'utilisation des flottes de transport pour le compte des sept pays membres (Allemagne, Belgique, Espagne France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas). La clé du succès tient dans un concept innovant et unique de *pooling and sharing*¹.

La mise en commun des moyens des pays membres permet un emploi optimisé des aéronefs. L'EATC s'appuie sur une flotte variée d'environ 170 appareils tactiques, stratégiques, de ravitaillement en vol et VIP, permettant de répondre aux 30 000 demandes de transport annuelles. L'EATC optimise ainsi, tous les jours, l'emploi des flottes aériennes de ses nations membres. Depuis sa création, il a démontré l'étendue de sa plus-value en contribuant au soutien de multiples opérations (Serval, Barkhane, Chammal, Irma...). Dès janvier 2020, l'EATC a également répondu présent dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. En particulier, la mise à disposition d'un A400M par l'armée allemande a permis d'évacuer deux patients français en réanimation à Strasbourg vers l'hôpital militaire d'Ulm, en Allemagne, au printemps dernier. Mais ces synergies ne se limitent pas à cette seule dimension opérationnelle. L'EATC est un catalyseur d'interopérabilité et développe dans les domaines de l'emploi, de la maintenance des aéronefs, du fonctionnement des escales et de l'entraînement de tous les acteurs de l'aéromobilité, des solutions collectives et innovantes.

Depuis une décennie, l'EATC accompagne l'évolution des capacités nationales et est résolument tourné vers l'avenir. Le général de division aérienne Laurent Marboeuf – qui vient de céder sa place à la tête de l'EATC, le 24 septembre dernier, à son homologue allemand, le major général Andreas Schick – avait mis l'accent sur l'importance de l'A400M dans les projets futurs dès sa première année de mandat : « *dans les 20 prochaines années, cet avion représentera la colonne vertébrale de la flotte tactique européenne* ». L'A330 Phénix a fait son apparition dans le portefeuille de l'EATC dès 2019 au gré de transferts ponctuels d'autorité. Il a été rejoint en août 2020 par les A330 MRTT (*Multi Role Tanker Transport*) de la *Multinational MRTT Fleet*. L'EATC participe également aux travaux portant sur l'unité franco-allemande C130J dont la première pierre du bâtiment a été posée le 17 septembre dernier sur la base aérienne 105 « Commandant Viot » par Florence Parly et Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre de la Défense de la République fédérale d'Allemagne.

Au-delà de la mise en œuvre de ces flottes, l'EATC a pour ambition de continuer à soutenir ses pays membres au travers de projets comme le soutien à la planification des flux logistiques aériens, l'*E-learning* ou la maintenance multinationale.

¹ Mutualisation et partage

MARINE NATIONALE

Antilles : le *Germinal* intercepte 60 kilos de drogue

Dans la nuit du 24 au 25 septembre, la Frégate de surveillance (FS) *Germinal* des Forces armées aux Antilles (FAA) a intercepté une embarcation rapide qui avait récupéré de la drogue lors d'un transbordement en haute mer, à l'ouest de l'arc antillais.

Le transbordement avait été suivi par des aéronefs américains des *US Customs and Border Protection* puis par un aéronef de type C26 de l'organisation régionale de sécurité « *Regional Security System* » basée à la Barbade, agissant en appui de la FS *Germinal*.

L'intervention de l'hélicoptère Panther embarqué sur la frégate a contraint les trafiquants à se débarrasser de leur cargaison. Les ballots jetés à la mer, probablement lestés par les narcotrafiquants, ont coulé. Les premières analyses ont permis d'estimer la quantité jetée à la mer à 60 kilos de drogue, probablement de la cocaïne, dont la valeur est d'environ 350 000 euros aux Antilles ou deux millions d'euros dans l'Hexagone.

Cette opération a permis de priver le réseau narcotrafiquant caribéen d'une quantité importante de drogue et d'un gain financier significatif.

Cette réussite opérationnelle illustre le travail réalisé quotidiennement dans la lutte contre le narcotrafic par les moyens des FAA, en coopération avec la *Joint Inter-Agency Task Force South* (JIATF/S) américaine et le *Regional Security System*.



POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Le point de situation hebdomadaire des opérations est disponible [ici](#)

Opération Barkhane : situation militaire du théâtre et protection de convois logistiques

Opération Corymbe



Opération Chammal : le *Senior national representative* (SNR) en déplacement à Erbil (Irak)



Europe du Nord et de l'Est : eFP – Mission Lynx 7

Opération Résilience : déploiement d'une équipe médicale de renfort au CHU de Pointe-à-Pitre



Opération Iriini : La frégate *Latouche Tréville* intègre le dispositif

Méditerranée orientale



Contact Presse Opérations et CEMA : 09 88 68 28 65 / 28 66 - emapresse@gmail.com



Produit par la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICOd)

Directrice de la publication : Yasmine-Eva Farès-Emery

Rédacteur en chef : CF Stéphanie Rivière

Rédacteurs : Ninon Aiguesvives, Caroline Azzuro, CNE Annabelle Bonnet, CNE Brice Mautaint.

Contacts Presse : 09 88 67 33 33 ou media@dicod.fr

Retrouvez-nous sur : www.defense.gouv.fr/salle-de-presse

